



Après le 18 octobre : **COMMUNIQUÉ**

Une nouvelle fois dans toute la France plus d'une centaine de milliers de retraités et retraitées se sont mobilisés. Ils étaient plus de 15 000 manifestants à Paris, plus de 1 000 à Tours, plus de 1 500 à Lyon, 1 000 à Mulhouse, etc...

La colère est grande face au mépris de ce gouvernement.

Partout, dans toute la France, la mobilisation ne cesse de s'élargir avec la présence de nouvelles associations professionnelles de retraités, de fonctionnaires retraités, d'artisans, de commerçants, d'anciens du monde agricole. Avec le groupe des neuf, on peut parler de centaines de milliers de retraités appelés sous des formes diverses à refuser un recul social de plus de 70 ans. La solidarité intergénérationnelle pour de nombreux retraités au sein de leur famille n'a pas attendu l'arrivée d'Emmanuel Macron. Mais comment aider sa propre famille quand il devient de plus en plus dur de vivre soi-même !

Retraites et pensions disparaissent, une « allocation sociale » arrive !

Ils ont très vite compris que la retraite ne serait plus un droit mais une simple « allocation sociale » allouée selon « la volonté du prince » aux retraités. Quel argument ce gouvernement donne-t-il pour revaloriser les pensions de 0,3 % pour 2019 puis 2020, alors que l'inflation 1,6 % et 1,7 % sinon la volonté d'appauvrir encore plus les retraités. On est bien loin de l'indexation votée lors du dernier PLFSS indexant les pensions sur l'inflation et de notre demande de revalorisation sur le salaire moyen.

Le Gouvernement ne cesse de mettre en avant que la perte de pouvoir d'achat produit par la hausse de la CSG de 1,7 point, ainsi que le quasi blocage des pensions seraient compensés par un dégrèvement progressif de la taxe d'habitation ; il se garde bien de dire que tous les retraités ne seront pas concernés et, qu'en tout état de cause, cette suppression de la taxe d'habitation conduira les collectivités locales soit à augmenter d'autres impôts, soit à casser dans leurs dépenses sociales et d'investissements.

En même temps les retraités constatent que tout ce qui est pris dans leur poche sert à financer les promesses électorales et les cadeaux aux plus riches. Le C.I.C.E., les exonérations de cotisations patronales etc., n'ont pas vu les créations d'emploi correspondantes. De plus en plus, ces transferts vont directement dans les portefeuilles des principaux actionnaires, puis dans la spéculation et dans les paradis fiscaux.

Le 5 novembre, le groupe des 9 se retrouvera pour décider des suites à donner aux journées du 3 et du 18 octobre. La question du pouvoir d'achat reste au cœur des revendications des retraités, mais aussi tout ce qui concerne la santé et la perte d'autonomie. Cette rencontre se tiendra au moment du débat sur le PLFSS qui risque de faire beaucoup de mal aux retraités comme aux salariés s'il n'y a pas de réaction forte.

Nous avons donc toutes les raisons de poursuivre et d'élargir la mobilisation des retraités.

Fait à Paris le 19 octobre 2018